

3 octobre 2007



Les « arrangements raisonnables » **Une diversion néolibérale qui soulève des débats de fond**

Le débat à propos des « arrangements raisonnables » est une conséquence de la défaite stratégique du mouvement syndical québécois en décembre 2005, une capitulation sans combat, laquelle s'est prolongée dans les victoires électorales de la droite ultra-néolibérale tant au niveau fédéral, au début de 2006, qu'au Québec, au début de 2007, avec la substitution de l'ADQ au PQ comme parti de l'alternance propre au système uninominal à un tour. Ainsi, l'ADQ, dont les monopoles médiatiques ont été la caisse de résonance déformée, a-t-elle eu la capacité d'imposer ce débat avec la complicité du parti Libéral moins en instituant une commission qu'en nommant à sa tête deux mâles blancs notoirement conservateurs sous leurs habits d'intellectuels, un anglophone pro-religion et un pur laine nationaliste qui n'a pas caché son mépris du peuple. Pour ne pas être de reste, le *new* PQ en est revenu au « nous » frileux, un pas en arrière par rapport à la position de l'ancien chef, pourtant un ardent néolibéral, sur la place du crucifix.

Pour les néolibéraux, ce débat a l'immense avantage de masquer l'unanimité néolibérale des partis présents à l'Assemblée nationale en transportant la ligne de faille du débat politique sur le terrain des « valeurs » au sujet desquelles on peut dire une chose en son contraire sans conséquence programmatique tout en déplaçant vers la droite l'échiquier politique. C'est là du pain béni pour les partis qui peuvent s'opposer au niveau du discours, même durement, tout en accordant leurs violons sur le dos des Néo-québécoises de couleur, particulièrement celles d'origine arabo-musulmane, alors que les comportements les plus controversés ont d'abord été ceux de très mâles et très blanches sectes fondamentalistes juives.

Bon sens, priorités et humour

Il ne s'agit pas ici de bénir le voile partiel ou complet, un chauvin signe de sujétion, mais de s'étonner de la place qu'il prend dans le débat par rapport à l'exhibitionnisme des crucifix, croix, kirpans, turbans et autres kippas. Avions-nous un haut le cœur quand, durant la Grande Noirceur, les Québécoises pur laine portaient chapeau et voile, parfois sur le visage, et obligatoirement à l'église ? Les Québécoises, dans l'effervescence de la Révolution tranquille, qui ne fut pourtant pas révolutionnaire mais fort mouvementée,

on fait sauté tout ce bazar tout comme les curés se sont débarrassés de leurs soutanes. N'ayons crainte. Sans guerre impérialiste et occupation au Moyen-Orient et sans racisme et xénophobie anti-musulmane chez nous, les femmes musulmanes feront de même et leurs mollahs aussi.

Vivement le sens des priorités... et le sens de l'humour de la dirigeante féministe française, Christine Delphy :

« Mise au courant des derniers épisodes québécois en matière d'accommodements raisonnables, Mme Delphy a semblé fort heureuse d'apprendre que la Belle Province aussi s'interroge sur de délicats sujets, notamment le port du voile dans les compétitions sportives ou le kirpan à l'école. "Je suis contente. Je voudrais que l'on se pose aussi la question du port du talon haut. Le nombre de chevilles tordues, si vous saviez... 80 % des patientes des podologues sont des femmes", dit-elle avec la plus grande ironie avant de poursuivre: "On peut s'inquiéter du fait que les sikhs portent de petits poignards, mais personne ne s'alarme de savoir que les adolescents transportent des armes à feu et tirent sur d'autres dans les écoles!"

« Dans une verve imagée, la sociologue déplore également que le combat pour libérer les femmes afghanes ait été instrumentalisé et posé comme prétexte pour faire la guerre. Pour elle, c'est détourner l'attention de ce dont il faudrait réellement se préoccuper: le bien-être des femmes. "Il vaut mieux porter une burqa et être en sécurité et pouvoir manger. Il faut savoir établir les priorités, et ce sont ces femmes-là qui doivent le faire". Dans un texte dans lequel elle énonçait sa position sur la guerre en Afghanistan, la sociologue demeure très sceptique. "Pour l'instant, les femmes afghanes sont sur les routes, sous les tentes, dans les camps, par millions: deux millions de réfugiés de plus qu'avant la guerre. Beaucoup vont mourir. Et toujours sans aucune garantie que ce sacrifice leur vaudra des droits", avait-elle écrit. » [Le Devoir, 1^{er} octobre 2007, page A-1]

Défendre l'acquis de la laïcité sans en faire un intégrisme

Bien sûr, cette précieuse laïcité, haute conquête de la modernisation démocratique des années 60 cependant si tardive d'application dans l'école publique, ne saurait être remise en question par le moyen détourné de l'inter-communalisme à la mode britannique qui n'est pas la bonne réponse au laïcisme intégral à la française. Le laïcisme est affaire d'espace public car la foi religieuse empêche, par définition, le débat rationnel tout comme il impose une antidémocratique hiérarchie clerc-fidèle avec sa dimension intolérable de soumission de la femme. Par contre, la liberté d'expression de la personne, au cœur des victoires des luttes anti-féodales et anti-fascistes, ne peut faire autrement que d'inclure l'expression religieuse y compris en ce qui concerne la façon de s'habiller.

Ce qui pose parfois, particulièrement par rapport aux fondamentalistes, un problème d'interface. Ici intervient structure sociale et conjoncture politique : être beaucoup plus accommodant pour les femmes que pour les hommes, beaucoup plus pour la religion musulmane, sujet de préjugés, que pour la religion chrétienne, religion des élites dominant le monde. Quant à la religion juive, sans aucunement justifier le sionisme anti-arabe, idéologie officieuse de l'État d'Israël, qui conduit aux pires et injustifiables extrémités contre le peuple palestinien, l'Occident ne saurait à aucun moment faire fi de l'Holocauste dont l'ensemble des ses classes dirigeantes, souvent avec le silence complice des peuples, et pas seulement les nazis ont été les principaux responsables.

Québec solidaire : avancer pour mieux reculer

Si les trois partis néolibéraux de l'Assemblée nationale se sont embarqués à pieds joints dans le char des accommodements raisonnables, la direction de Québec solidaire a par contre bien su se démarquer en cela appuyé par son allié de Presse-toi-à-gauche. D'expliquer, très justement, la nouvelle porte-parole « en matière de diversité et d'inclusion » :

« La majorité des demandes d'accommodements déraisonnables sont formulées par des groupes ultra-minoritaires dont l'intransigeance est bien connue. Les immigrants veulent d'abord et surtout des jobs, pas des accommodements. Le Québec a la responsabilité de répondre à leurs attentes en matière de francisation, de logement et d'emplois. Par ailleurs, l'indépendance du Québec serait un excellent outil d'intégration puisque les personnes immigrantes sauraient de façon claire où elles mettent les pieds »

On souhaiterait, cependant, que la revendication du plein emploi cum baisse légiférée du temps de travail sans baisse de salaire, et un plan d'action l'accompagnant, apparaisse dans la plate-forme du parti, et non pas la servilité envers la PME et l'économie sociale doublé du refus de confronter le capital financier, état-major du capitalisme néolibéral, au point de refuser la nationalisation des présents actifs privés éoliens, contre la volonté de la base, et de re-nationaliser l'ancien Biochem-Pharma malgré la proposition de Pharma-Québec. *Last but not least*, on se surprend de l'emploi démagogique du mot indépendance alors que la direction nationale avait même « oublié » de parler de simple souveraineté dans sa proposition au congrès sur la plate-forme de novembre 2006.

Malheureusement, cette position intéressante de la porte-parole en matière de diversité et d'inclusion finit en queue de poisson quand la porte-parole en chef s'en remet aux « résultats de la commission Taylor-Bouchard [qui] nous aideront à fixer des balises claires, fondées sur des valeurs partagées par la société québécoise, pour répondre à ces demandes et décider si elles sont raisonnables ou non ». Comment un parti de gauche peut-il donner un tel blanc-seing à une telle commission biaisée au départ ? Au final, la direction de Québec solidaire aura même raté l'opportunité en or que lui tendait les trois partis néolibéraux de se démarquer sur le terrain des dites valeurs en acquiesçant d'avance aux conclusions de la Commission auxquelles ces trois partis vont finir eux-mêmes par acquiescer. Décidément, l'orientation sociale-libérale, c'est-à-dire d'amélioration du statu-quo, de cette direction est à ce point enracinée qu'elle déborde sur le terrain de l'idéologie mais aussi de la politique envers les néo-québécois et envers l'immigration.

Une position anticapitaliste

Une position anticapitaliste aurait été d'abord de dénoncer le caractère fallacieux de cette Commission, donc de la boycotter de façon militante en organisant des manifestations lors de sa tournée, ce qui n'empêche nullement de prendre position sur le sujet des accommodements raisonnables. Plus profondément, au-delà de prendre

une position démocratique et féministe, ce débat fournit l'occasion de donner à la plateforme de Québec solidaire un net caractère anti-capitaliste, afin d'accorder déclaration et politique, non seulement à propos de l'emploi et de l'indépendance mais aussi en matière de politique internationale résolument anti-impérialiste avec positions à l'avenant à propos des alliances militaires, de l'ONU, de la Palestine et de la guerre et des occupations.

Enfin et surtout, le rôle d'un parti de gauche consiste à lutter contre la diversion de cette gigantesque manœuvre droitière en faisant tout en son pouvoir pour braquer les projecteurs sur une riposte étudiante contre la hausse des frais de scolarité mal amorcée et sur le scandaleux traitement des personnes âgées révélé par cette autre Commission jusqu'ici presque oubliée sans compter la continuelle hémorragie des emplois manufacturiers, en particulier forestiers. Toutes ces questions soulèvent le problème crucial des coupures péquistes-libérales qui ne suffisent pas à l'ADQ, des baisses d'impôt que le gouvernement du PQ a commencé en l'an 2000 à la suite des Libéraux fédéraux, que les Libéraux provinciaux ont continué et que l'ADQ veut approfondir, finalement des privatisations en mode de sous-traitance et de PPP comme solution pour combler les profondes déficiences des services publics en résultant.

Un parti de gauche anticapitaliste ne se contentera pas de proposer un insignifiant « cadre financier » de six milliards \$ sur trois ans tout à fait insuffisant pour même commencer à combler ces urgents besoins. Il revendiquera, pour le moins, un modeste retour au ratio dépenses publiques / production nationale du début des années 90, ce qui signifie une hausse immédiate des dépenses publiques, qu'il faudrait plutôt appeler « investissements sociaux », de 20 milliards \$ dans le cadre d'un Québec indépendant avec une réforme fiscale à l'avenant y compris un moratoire sur le remboursement de la dette publique. C'est cette perspective qui doit être proposée aux étudiantes, syndiquées du secteur public et des industries de ressources, associations de retraitées pour contribuer à leur motivation afin qu'elles se mobilisent et s'unifient, perspectives pour laquelle il faut une presse indépendante comme support et des commissions spécialisées actives comme interfaces avec le mouvement social.

Pour prétendre au statut de presse indépendante, Presse-toi-à-gauche aurait tout intérêt à traiter de ces questions, par exemple à discuter des points forts et faibles des stratégies proposées par les diverses associations étudiantes afin d'arriver à un plan d'action unifié ; de discuter de la crise manufacturière et forestière et de ses solutions qui supposent l'interdiction des licenciements et, son corollaire, la saisie des actifs fermés et la solidarité forcée des concurrents par la création d'un fonds d'aide ; d'approfondir la question du vieillissement et du traitement inhumain des vieillards que le néolibéralisme jette à la poubelle parce qu'ils ne sont plus exploitables. Pourquoi perdre son temps à discuter les questions alambiquées de la Commission Bouchard-Taylor ? Le prolétariat québécois mérite mieux que ces amuse-gueules.

Marc Bonhomme, 3 octobre 2007